

Appel des 75 personnels réunis le 10 novembre avec la FNEC-FP FO 21  
Pour la défense de l'enseignement spécialisé et l'abandon de l'acte 2  
de l'École inclusive !

Les 75 personnels (enseignants, AESH, et parents ) réunis ce vendredi 10 novembre, dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale du 17 novembre à Paris, organisée par la FNEC-FP FO, constatent de manière unanime que l'École inclusive systématique dégrade les conditions de travail des personnels et maltraite tous les élèves.

Ils dénoncent :

- le transfert de charge et de responsabilité de cette inclusion scolaire systématique sur les AESH et les personnels, accompagné d'une forte culpabilisation.
- la souffrance, la tension, le sentiment d'abandon des élèves, des familles et des personnels face aux conséquences de l'école inclusive systématique,
- le manque de soutien et de réactivité de la part de leur hiérarchie
- le déni des besoins de soins des élèves en situation de handicap
- la pénurie organisée par les gouvernements successifs d'infirmiers, de médecins scolaires, de psychologues scolaires et de tous les professionnels de santé qui transfère la responsabilité de la mise en œuvre des soins sur les personnels
- le parcours du combattant du parent d'élève pour faire reconnaître le handicap de son enfant et le coût financier du suivi (ergothérapeute, orthophoniste, etc.)
- la mutualisation des personnels AESH au sein de PIAL et qui dégrade leurs conditions de travail et l'accompagnement de ces élèves,
- de plus en plus d'interventions qui relèvent du médical sont à la charge des AESH, AED et des enseignants ce qui pose un problème de responsabilité et de surcharge de travail.
- les orientations de ces élèves par défaut vers des structures inadaptées
- le non respect des notifications MDPH et des besoins réels des élèves en situation de handicap

De nombreuses interventions ont témoigné de la situation intenable que vivent les personnels et les élèves dans les établissements.

**Cela doit cesser !**

Face aux mesures de l'Acte 2 du gouvernement Macron qui a pour objectif de supprimer toutes les structures et établissements spécialisés et d'imposer la mise en place de Pôle d'Aide à la Scolarité, véritable outil de destruction de l'enseignement spécialisé, ils exigent :

- le maintien et le développement des établissements médico-sociaux
- l'arrêt de la culpabilisation des personnels pour lesquels l'administration laisse entendre que les compétences professionnelles sont insuffisantes : la pédagogie ne peut en aucun cas se substituer aux soins !
- l'ouverture de places à hauteur des besoins en classes spécialisées (ESMS, ULIS) et adaptées (SEGPA, UPE2A, EFFIV),

- le recrutement d'enseignants spécialisés (RASED, ULIS, SEGPA, ESMS) avec le maintien des missions de prise en charge des élèves et des départs en formation à hauteur à des besoins pour tous les personnels qui le souhaitent
- l'abandon des PIAL et le retrait de l'article 53 de la loi Finance 2024 qui dessaisit la MDPH de la notification des besoins au profit de l'Éducation nationale à travers les Pôle d'Aide à la Scolarité
- la garantie d'une scolarisation adaptée aux besoins des élèves en situation de handicap
- l'abandon du projet de fusion des AESH et AED en ARE
- un statut de fonctionnaire, un salaire à taux plein pour 24h pour les AESH et une formation initiale et continue, indispensable à la reconnaissance du métier d'AESH

Ils mandatent trois délégués qui participeront à la conférence nationale pour y porter ces revendications et y demander que soit organisée une initiative d'ampleur nationale à Paris dans l'unité syndicale la plus large possible.

Dans un cadre départemental, ils décident :

- de mandater la FNEC-FP FO pour porter les revendications auprès du DASEN et du Rectorat et d'organiser une conférence de presse pour rendre publique la situation dramatique pour tous de l'inclusion scolaire systématique des élèves en situation de handicap dans le département de la Côte d'Or,
- d'inviter les collègues à se réunir dans les écoles et les établissements avec FO pour discuter et prendre position contre l'École inclusive systématique du gouvernement Macron,
- d'inviter les collègues à contacter FO afin d'envisager toutes les actions possibles face à une situation intenable.

Adoptée à l'unanimité moins une abstention